

L'année 2006 a été bonne dans la plupart des productions animales comme végétales et légumières. Certains prix ont même connu des niveaux élevés en viande bovine, porcine, en céréales... qui témoignent d'une certaine tension favorable à l'offre.



La tendance du prix du lait est toujours à la baisse en 2006 (- 4 %). Mais cette évolution négative depuis 2004 résulte essentiellement de la mise en œuvre de la réforme de la Politique agricole commune (Pac) (réduction des prix du beurre et de la poudre de lait). Grâce à la bonne tenue conjoncturelle du marché mondial de ces produits industriels, la baisse de prix effective au producteur reste cantonnée au niveau de la compensation prévue par l'Aide directe laitière (35 €/t). Avec des Droits à paiement unique (DPU) enfin mis en place, des mises aux normes effectives ou des projets déposés et une conjoncture plus favorable, le paysage laitier est plus serein. Mais il n'est pas non plus figé du fait des départs en retraite de nombreux exploitants. Si l'agrandissement des élevages va bon train (environ 300 000 litres de lait par exploitation, 400 000 dans 10 ans ?), les perspectives à moyen-long terme incitent toujours à la prudence. En effet, l'équilibre des prix du marché européen repose encore sur l'exportation subventionnée de certains produits industriels (10 % du quota global mais jusqu'à quand ?) et le soutien interne à l'utilisation du beurre en pâtisserie industrielle. La disparition du régime des quotas en 2013 / 2014 est de plus en plus ouvertement évoquée au niveau européen. Ce qui laisse entière la question de l'organisation future de l'offre : contractualisation producteur-laiterie, quota national...

Des cours toujours hauts en viande bovine

Les abattages bretons de gros bovins en 2006 s'établissent à 222 000 tonnes, en diminution de 1 % par rapport à 2005. Les évolutions sont variables selon les catégo-

ries : les abattages de vaches de réforme sont stables alors que ceux des jeunes bovins et des génisses régressent. En moyenne, les prix sont restés supérieurs à ceux de 2005 tout au long de l'année et pour toutes les catégories d'animaux. Ce niveau de prix élevé est lié aux disponibilités limitées du marché européen malgré la baisse de consommation de 2,4 % en 2006 (1,34 Mtec¹), plus bas niveau observé depuis la crise de l'ESB². Mais

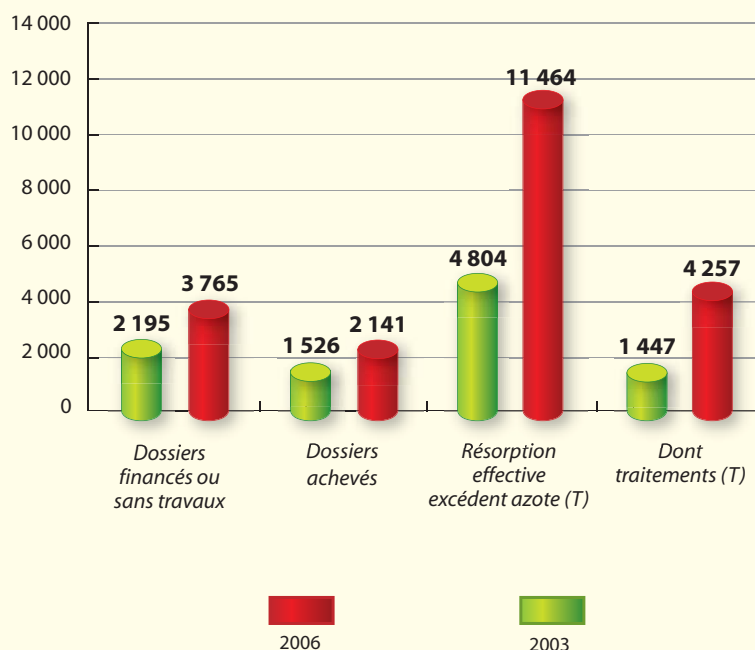
contrairement à 2005, le repli des abattages n'a pas pu être compensé par les importations. Le déficit du commerce extérieur (- 86 000 tec) est le plus important enregistré par la France depuis 1995.

La tendance est contrastée pour les veaux. L'activité d'abattage dépasse légèrement le niveau de l'an passé après neuf premiers mois très favorables en matière de prix (+ 24 % en cumul). Tandis qu'habituellement le prix augmente à l'automne, la tendance s'inverse en 2006. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène : une consommation limitée, le retour de la concurrence britannique, l'accroissement des importations en provenance d'autres pays de l'Union européenne, ainsi que l'interdiction de mouvements d'animaux liée à la fièvre catarrhale dans le Nord de la France.

Des hauts et des bas en porc

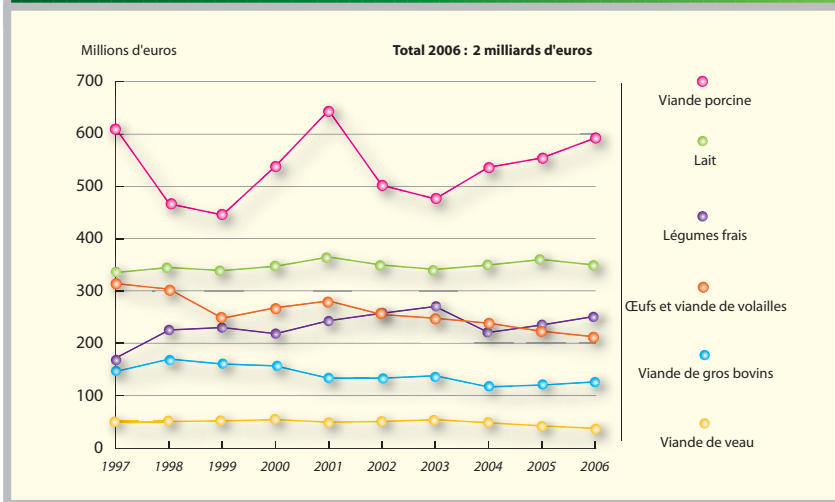
Sur l'ensemble de l'année, les abattages se sont accrus de 1,7 %. Après un 1^{er} semestre similaire à 2005 autour d' 1,20 €/kg, les cours sont montés à 1,40 € en août. Depuis deux ans, les élevages ont redressé leur situation financière en se désendettant. Malheureusement, l'embellie fut brève du fait d'un déséquilibre de la production sortie des élevages face à une consommation stagnante dès l'automne. Les cours ont plongé vers 1 €/kg, niveau très bas. S'y ajoute en fin d'année, la flambée des cours des céréales qui entraîne une accélération de la hausse du coût de l'aliment destiné

Graphique 1 - Avancement de la mise aux normes des élevages et de la résorption des excédents d'azote en Finistère.



Source : DDAF 29 - Données 2003 / 2006

► Graphique 2 - Valeur des principales productions du Finistère.



Source : DDAF

aux porcs ou aux volailles. Enfin, une modification de la grille de paiement du porc, qui suscite encore des critiques, intervient dans ce contexte conjoncturel difficile.

Fin 2006, 77 % des excédents finistériens d'azote sont effectivement résorbés (cf. graphique n°1). Le contentieux européen dans certains bassins versants d'alimentation en eau potable breton a été réactivé par la Commission européenne en fin d'année. Par l'abaissement drastique du seuil d'azote total par hectare que l'administration française propose pour l'avenir, cette situation fait peser des risques importants sur la pérennité de bon nombre d'élevages de l'Horn et de l'Aber Wrac'h en Finistère.

Normalisation des marchés de la volaille

Les effets de la grippe aviaire sur la consommation s'estompent à partir de l'automne. Si l'activité des abattoirs de poulets de chair poursuit sa tendance à la baisse (- 7% comparativement à 2005), celle-ci s'atténue. Concernant les dindes, les tonnages abattus sont stables par rapport à ceux de l'an passé. Les stocks congelés de poulets et de dindes se réduisent de 23 % entre l'automne 2005 et l'automne 2006, tandis que le cours du poulet "prêt à cuire" se stabilise à 1,85 €/kg, niveau supérieur d'un quart à celui de 2005, où il était en chute libre. Pour autant, la normalité n'est rétablie qu'au prix d'ajustements de production et d'abattage, dont le Finistère fait les frais : mises en redressement judiciaire et licenciements dans les sites Unicopa de Guerlesquin et Volaven de Riec-sur-Belon. La suspension des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis juillet 2006 donne cependant un sursis à la filière export, en reportant *sine die* la suppression des subventions à l'exportation envisagée à partir de 2010 sur 3 ans.

Légumes : une année conforme aux prévisions

Malgré une année marquée par des contrastes climatiques successifs (coups de froid, périodes de chaleur puis de pluies), les calendriers de production ont pu être respectés, ce qui a facilité la bonne tenue des prix et des parts de marché régionales. En chou-fleur d'automne, la campagne 2006 ressemble à celle de 2005. Pour gagner du temps et résister à la délocalisation des surfaces destinées à la surgélation vers l'Europe de l'Est, certaines stations de conditionnement ont été équipées pour produire des fleurettes de choux-fleurs et de brocolis. Cette opération permet de préparer le travail des surgélateurs à l'automne, quand les usines tournent déjà à plein : 4,7 M de têtes ont été ainsi transformées (+ 1,5 M supplémentaires). L'objectif est d'essayer de limiter les invendus, dont l'indemnisation risque de devenir impossible

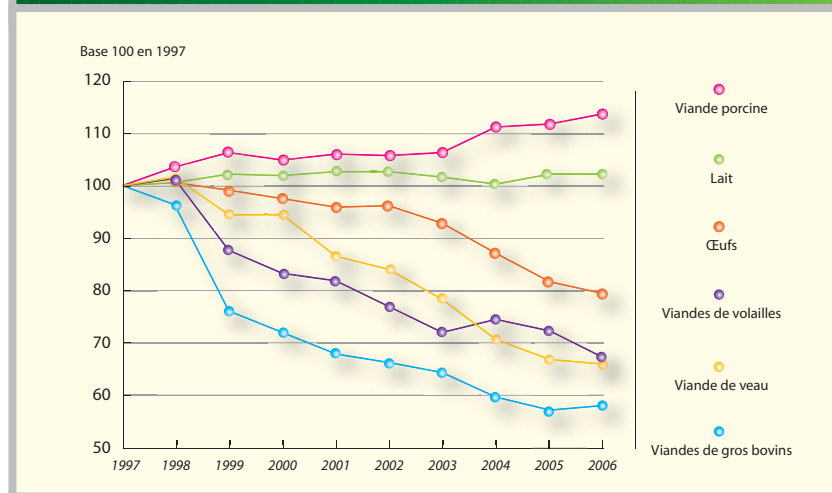
avec la réforme de l'Organisation Commune des Fruits et Légumes en préparation pour 2008.

En tomate, devenu le premier légume breton par le chiffre d'affaires, la campagne 2006 a aussi ressemblé à la précédente avec des volumes stables autour de 175 000 tonnes. Le début de campagne avait démarré en retard, d'une part du fait des conditions climatiques froides et d'autre part, d'un décalage dans les plantations pour limiter le coût de chauffage des serres. L'augmentation des prix est sensible mais celle des charges - notamment de l'énergie, un tiers du coût de production - fait de 2006 une année moyennement bonne.

Enfin la place de la Bretagne en légumes industriels (petit pois, haricots...) est confortée par de moindres difficultés climatiques qu'ailleurs, Nord Picardie notamment. La succession de périodes contrastées en 2006 n'a finalement que peu impacté le résultat global, conforme aux prévisions. 2007 s'annonce sous des auspices d'augmentation des prix au producteur. Avec l'arrêt de la Compagnie bretonne de l'artichaut à Plouénan et celui du site Gélagri de Landerneau, c'est le centre Bretagne qui conforte sa position de conserveur et de surgélateur de légumes, vers Gourin, Loudéac - St-Caradec et Locminé ■

1 - tec = tonne équivalent carcasse
2 - encéphalopathie spongiforme bovine

► Graphique 3 - Evolution des volumes de productions animales du Finistère.



Source : DDAF